

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la décentralisation, de la
réforme de l'État et de la fonction
publique

Décret n° du **modifiant le décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et** **urbanistes de l'État**

NOR :

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'État et de la fonction publique, de la ministre du logement et de l'égalité des territoires, du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et de la ministre de la culture et de la communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n°99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;

Vu le décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 modifié portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'État ;

Vu le décret n°2010-888 du 28 juillet 2010 modifié relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État en date du.... ;

Le Conseil d'État (section de l'administration) entendu,

Décrète :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} du décret du 2 juin 2004 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

1° Au quatrième alinéa, les mots : « Ils ont vocation à occuper des fonctions » sont remplacés par les mots : « Ils ont vocation à occuper des fonctions supérieures ».

2° Le dernier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Pour exercer les fonctions d'architecte des Bâtiments de France, les architectes et urbanistes de l'État doivent détenir un diplôme ou certificat qui ouvre l'accès au titre d'architecte en France. Le titre d'architecte des Bâtiments de France leur est conféré par une décision du ministre chargé de la culture. Ce titre ne constitue pas un grade. ».

Article 2

L'article 2 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. - Le corps des architectes et urbanistes de l'État comprend trois grades :

« - le grade d'architecte et urbaniste de l'État général qui comprend cinq échelons et un échelon spécial ;

- le grade d'architecte et urbaniste de l'État en chef qui comprend sept échelons et un échelon spécial ;

- le grade d'architecte et urbaniste de l'État qui comprend dix échelons. »

Article 3

L'article 5 du même décret est modifié ainsi qu'il suit :

1° Au 1°, les termes : « âgés de quarante ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours, » sont supprimés ;

2° Le 2° est remplacé par les dispositions suivantes : « 2° Par la voie d'un concours interne à options, parmi les fonctionnaires et agents publics de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services publics. » ;

3° Le quatrième alinéa est supprimé.

Article 4

L'article 6 du même décret est modifié ainsi qu'il suit :

1° Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Pour six architectes et urbanistes de l'État recrutés par la voie du concours, un architecte et urbaniste de l'État peut être recruté par la voie d'un examen professionnel à options ouvert aux fonctionnaires de l'État comptant, au 1^{er} janvier de l'année de l'examen, huit années de services effectifs en tant que titulaires. » ;

2° Au deuxième alinéa le chiffre : « 9 » est remplacé par le mot : « six ».

Article 5

Au dernier alinéa de l'article 7 du même décret, les mots : «, dans la limite du dixième des places offertes à ce concours, » sont supprimés.

Article 6

L'article 12 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 12. – I.- Le temps passé à chaque échelon des grades d'architecte et urbaniste de l'État général, d'architecte et urbaniste de l'État en chef et d'architecte et urbaniste de l'État est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET ÉCHELONS	DURÉE
Architecte et urbaniste général	
Echelon spécial	-
5e échelon	-
4e échelon	3 ans
3e échelon	3 ans
2e échelon	3 ans
1er échelon	3 ans
Architecte et urbaniste en chef	
Echelon spécial	-
7e échelon	-
6e échelon	3 ans
5e échelon	3 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	2 ans

Architecte et urbaniste	
10 ^e échelon	
9 ^e échelon	2 ans
8 ^e échelon	2 ans
7 ^e échelon	2 ans
6 ^e échelon	2 ans
5 ^e échelon	2 ans
4 ^e échelon	1 an et 6 mois
3 ^e échelon	1 an et 6 mois
2 ^e échelon	1 an et 6 mois
1 ^{er} échelon	6 mois

II.- Les dispositions des articles 7 à 11 du décret n°2010-888 du 28 juillet 2010 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'État ne sont pas applicables au corps des architectes et urbanistes de l'État.

Des réductions d'ancienneté d'une durée d'un mois sont accordées, chaque année, à chacun des fonctionnaires titulaires des grades d'architecte et urbaniste de l'État en chef et d'architecte et urbaniste de l'État, à l'exception de ceux d'entre eux ayant atteint respectivement le 7^{ème} échelon et le 10^{ème} échelon de ces grades. Ces réductions d'ancienneté ne sont pas soumises à l'avis de la commission administrative paritaire.

III.- Peuvent accéder au choix à l'échelon spécial du grade d'architecte et urbaniste de l'État général, dans la limite d'un pourcentage des effectifs de ce grade fixé par arrêté conjoint des ministres chargés du développement durable, de la culture, de la fonction publique et du budget, les architectes et urbanistes de l'État généraux, inscrits sur un tableau d'avancement, ayant au moins quatre ans d'ancienneté au 5^e échelon de leur grade ou ayant occupé pendant au moins deux ans, au cours des cinq années précédant l'établissement du tableau d'avancement, un emploi mentionné à l'article 25 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

IV. - Peuvent accéder au choix à l'échelon spécial du grade d'architecte et urbaniste de l'État en chef, dans la limite d'un pourcentage des effectifs de ce grade fixé par arrêté conjoint des ministres chargés du développement durable, de la culture, de la fonction publique et du budget, les architectes et urbanistes en chef, inscrits sur un tableau d'avancement, ayant au moins quatre ans d'ancienneté au 7^e échelon de leur grade. »

Article 7

Au premier alinéa de l'article 13 du même décret, les mots « les architectes et urbanistes de l'État, les architectes et urbanistes de l'État » sont remplacés par les mots : «, les architectes et urbanistes de l'État ».

Article 8

Après l'article 14 du même décret, sont insérés trois articles 14-1, 14-2 et 14-3 ainsi rédigés :

« *Art. 14-1.* - I. — Peuvent être inscrits au tableau d'avancement pour l'accès au grade d'architecte et urbaniste général, les architectes et urbanistes en chef ayant atteint au moins le 5^e échelon de leur grade et qui ont accompli, au cours d'une période de référence de quinze ans précédant la date d'établissement du tableau d'avancement, huit ans de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :

1° Emplois mentionnés à l'article 25 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ;

2° Emplois fonctionnels des administrations de l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics administratifs et des services administratifs placés sous l'autorité du secrétaire général du Conseil d'État et du secrétaire général de la Cour des comptes, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre B ou emplois supérieurs au sein du secteur public de niveau comparable dont la liste est fixée par l'arrêté mentionné au 2° du I. de l'article 11bis du décret n°99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils.

Sont également pris en compte pour le calcul des huit années mentionnées au premier alinéa les services suivants :

1° Services accomplis en qualité d'inspecteur des patrimoines ;

2° Services accomplis dans un échelon fonctionnel ou une classe fonctionnelle doté d'un indice au moins égal à l'échelle lettre B ;

3° Services accomplis auprès des organisations internationales intergouvernementales ou des administrations des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen sur des emplois de niveau équivalent, sous réserve de l'agrément préalable du ministre chargé de la fonction publique.

II. — Peuvent également être inscrits au tableau d'avancement au grade d'architecte et urbaniste de l'État général les architectes et urbanistes de l'État en chef ayant atteint au moins le 5^e échelon de leur grade et qui ont exercé, pendant dix ans au cours d'une période de référence de quinze ans précédant la date d'établissement du tableau d'avancement, des fonctions supérieures d'un niveau particulièrement élevé de responsabilité. Ces fonctions doivent avoir été exercées en position d'activité ou de détachement dans le grade d'architecte et urbaniste de l'État en chef, dans un grade d'avancement d'un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable à celui des architectes et urbanistes de l'État ou dans un emploi de même niveau au sein des personnes

morales de droit public.

Les catégories de fonctions et fonctions concernées sont les suivantes :

1° Catégories de fonctions listées dans l'arrêté mentionné au II. de l'article 11bis du décret du 16 novembre 1999 précité ;

2° Fonctions particulières aux administrations employant des architectes et urbanistes de l'État fixées par arrêté conjoint des ministres chargés du développement durable, de la culture et de la fonction publique ;

3° Fonctions permettant l'accès au grade à accès fonctionnel d'un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable à celui des architectes et urbanistes de l'État. »

« *Art. 14-2. - I. — Les fonctionnaires promus au grade d'architecte et urbaniste de l'État général sont classés à l'échelon comportant l'indice de rémunération égal à celui dont ils bénéficiaient dans leur précédent grade. Ils conservent à cette occasion l'ancienneté acquise dans le précédent échelon. Toutefois, lorsque le fonctionnaire promu est au 7e échelon du grade d'architecte et urbaniste de l'État en chef ou à l'échelon spécial de ce grade, il ne conserve son ancienneté que dans la limite de trois ans.*

II. — Lorsque cette modalité de classement leur est plus favorable, les intéressés sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans le dernier emploi mentionné au I de l'article 14-1, occupé pendant une période d'au moins un an au cours des trois années précédant la date d'établissement du tableau d'avancement de grade. Dans la limite de la durée des services exigée pour l'accès à l'échelon supérieur de leur nouveau grade, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans cet emploi lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur promotion est inférieure à celle qui résulterait d'un avancement d'échelon dans leur ancien emploi. Lorsque les intéressés avaient atteint l'échelon le plus élevé de leur emploi, ils conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle résultant d'un avancement à ce dernier échelon. »

« *Art. 14-3. - Par dérogation à l'article 1er du décret n° 2005-1090 du 1er septembre 2005 relatif à l'avancement de grade dans les corps des administrations de l'État, le nombre d'architectes et urbanistes de l'État en chef pouvant être promus au grade d'architecte et urbaniste de l'État général chaque année est contingenté dans la limite d'un pourcentage appliqué à l'effectif du corps des architectes et urbanistes de l'État considéré au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions.*

Le pourcentage mentionné à l'alinéa précédent est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés du développement durable, de la culture, de la fonction publique et du budget. »

Article 9

Les deux premiers alinéas de l'article 15 du même décret sont supprimés.

Article 10

Les articles 16 à 20 du même décret sont abrogés.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 11

Le II. de l'article 12 du décret du 2 juin 2004 susvisé dans sa version issue du présent décret entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015.

Les réductions et majorations d'ancienneté accordées en application des articles 7 à 11 du décret du 28 juillet 2010 susvisé et non utilisées, à la date du 31 décembre 2014, sont conservées pour un avancement d'échelon dans les grades d'architectes et urbanistes de l'État en chef et d'architectes et urbaniste de l'État dans les conditions fixées par ce décret.

Article 12

Par dérogation à l'article 14 du décret du 28 juillet 2010 susvisé, un tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade d'architecte et urbaniste de l'État en chef et un tableau d'avancement au grade d'architecte et urbaniste de l'État général sont établis, au titre de l'année 2014, à compter de la date de publication du présent décret.

Article 13

Jusqu'à la mise en place de la commission administrative paritaire comportant des représentants du grade d'architecte et urbaniste de l'État général, qui interviendra dans un délai de dix huit mois à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, les représentants du grade d'architecte et urbaniste de l'État en chef représentent également le grade d'architecte et urbaniste de l'État général.

Article 14

Le ministre des finances et des comptes publics, la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'État et de la fonction publique, la ministre du logement et de l'égalité des territoires, le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et la ministre de la culture et de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.